

## Bulletin d'histoire politique

Marc Bergère, *Vichy au Canada. L'exil québécois de collaborateurs français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 324 p.

Samy Mesli



Volume 25, numéro 3, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039762ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039762ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique  
VLB éditeur

### ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Mesli, S. (2017). Compte rendu de [Marc Bergère, *Vichy au Canada. L'exil québécois de collaborateurs français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 324 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 307–310.  
<https://doi.org/10.7202/1039762ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Marc Bergère, *Vichy au Canada. L'exil québécois de collaborateurs français*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 324 p.

SAMY MESLI  
UQO-UQAM

En 1994, l'ouvrage de Yves Lavertu<sup>1</sup> et les articles de Gonzalo Arriaga et Jean-François Nadeau dans *Le Devoir* révélaient que des miliciens français, accusés d'activités de collaboration et recherchés par la justice de leur pays, avaient réussi à immigrer au Québec à la fin de la guerre. Ces événements remontent à 1948, lorsque Jacques Dugé de Bernonville et plusieurs ex-collaborateurs du régime de Vichy furent démasqués, entraînant une vive polémique sur le sort à réserver à ses exilés, se réclamant désormais des «réfugiés politiques» au Canada.

Auteur de nombreux travaux sur l'histoire de l'épuration dans l'Hexagone<sup>2</sup>, le professeur français Marc Bergère revient dans cet ouvrage sur le déroulement et la postérité de ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire Bernonville». S'ils n'ont été qu'une poignée à s'installer au Québec, l'auteur démontre que les anciens miliciens ont bénéficié du soutien actif de plusieurs personnalités de la droite nationaliste et cléricale, notamment Robert Rumilly et le maire Camilien Houde, qui ont mené des campagnes pour empêcher leur extradition vers la France.

En guise de contexte, le premier chapitre observe le traitement réservé par la presse canadienne et québécoise au procès du maréchal Pétain, qui débute en juillet 1945. L'auteur distingue trois attitudes dominantes. À l'instar des autorités fédérales et des quotidiens francophones libéraux, les «prudents» prônent la neutralité et refusent de s'immiscer dans un débat concernant la politique intérieure française. À travers la condamnation de Pétain, l'épuration est perçue comme une étape dans la reconstruction démocratique du pays, «un mal nécessaire, [...] une question de principe permettant à la vraie France de reprendre ses droits» (p. 33). Pour leur part, les journaux anglophones font figure d'«intransigeants», dénonçant, avec ou sans hostilité à son égard, la culpabilité du chef du régime de Vichy.

Enfin, les «indulgents», écrivant dans la presse clérico-nationaliste du Québec, «incarne[nt], non sans des nuances importantes, une position qui témoigne à Pétain du respect, voire de la sympathie et lui accorde[nt] en général au moins le bénéfice du doute» (p. 34). Cette étude de la presse révèle plusieurs points de consensus au sein de l'opinion canadienne. On observe une certaine clémence à l'égard de Pétain et, «de fait, le vichysme apparaîtrait beaucoup plus largement rejeté que le maréchalisme». Rapidement, Pierre Laval est désigné comme le véritable maître d'œuvre de la politique de collaboration. La majorité des journaux, y compris parmi les «intransigeants» de la presse nationaliste et catholique, reconnaissent la responsabilité de Pétain et la nécessité d'un procès, et s'entendent également pour dénoncer le fonctionnement de la justice, les interventions du pouvoir politique et la nomination de résistants parmi les jurés. L'auteur note que dans le cas du Québec, «qui ne fut jamais unanimement pétainiste, pas plus en 1940 qu'en 1945, [...] la pluralité des réactions observées reflète assez fidèlement les clivages qui prévalent en France au même moment, y compris dans la presse», ainsi que dans les autres pays occidentaux qui suivent le procès avec beaucoup d'intérêt (p. 41-42).

Le deuxième chapitre présente le déroulement de «l'affaire Bernonville» et ses conséquences au sein de la classe politique canadienne, alors que le gouvernement fédéral s'oppose initialement à l'extradition des anciens collaborateurs, au nom du respect de la tradition d'asile. Grâce à de nombreux fonds d'archives, français et canadiens, l'auteur démontre que cet événement a mobilisé «grandement le personnel diplomatique des deux pays sans vraiment affecter les relations entre les deux États», mais a conduit Ottawa à durcir sa politique d'immigration. Finalement, le départ de Bernonville pour le Brésil en août 1951 clôt la polémique.

Le chapitre suivant décrit le parcours du groupe de miliciens et les circonstances de leur installation au Canada. Le portrait des six collaborateurs, Jacques de Bernonville, Michel-Lucien Seigneur, Jacques Labedan, Georges Montel, André Boussat et Jean-Louis Huc, entrés au pays sous de fausses identités entre l'été 1946 et septembre 1948, révèle qu'il s'agit de «purs et durs» du régime de Vichy: «issus de la droite autoritaire, [...] membres au départ d'une garde prétorienne au service d'un Pétainisme autoritaire, (la Légion, le Service d'ordre légionnaire), ils témoignent de trajectoires bien typées qui du maréchalisme les conduisent au collaborationnisme, [n'hésitant] pas à devenir les instruments d'une guerre franco-française ou d'un État policier» (p. 132). Exposés à de lourdes peines de prison, et face aux menaces d'une «épuration sauvage» dont les ex-miliciens étaient une des cibles privilégiées, ces hommes, qui *a priori* ne se connaissaient pas en France, ont opté pour l'exil, bénéficiant pendant leur fuite à travers l'Hexagone de l'aide de réseaux favorables aux anciens collaborateurs, notamment au sein des communautés ecclésiastiques.

À l'instar du maire de Montréal Camilien Houde, dont les sympathies pour le fascisme sont connues et lui ont valu d'être interné entre 1940 et 1944, l'auteur s'intéresse aux groupes qui ont offert leur soutien aux exilés français. Parmi les membres de ce «microcosme vichyste au Québec» figurent notamment Robert Rumilly, le député René Chaloult et le docteur Philippe Hamel qui, avec le maire Houde, constituent «les véritables chefs d'orchestre de la mobilisation politique et médiatique en faveur des miliciens» (p. 151). Des notables québécois, des évêques, des universitaires, notamment au sein de l'Université de Montréal, des journalistes du *Devoir* et de *L'Action catholique* à Québec, mais également des politiciens, comme Jean Bruchesi, sous-secrétaire de la province de Québec, ou le sénateur libéral Dessureault, ont appuyé la cause des ex-collaborateurs, devenus au Canada des réfugiés politiques, en multipliant les pétitions et les appels à l'opinion. Cette mobilisation, «même bruyante et visible», est toutefois restée l'apanage «des milieux nationalistes les plus conservateurs et réactionnaires de la province et de Montréal en particulier», et n'a eu qu'un impact limité sur l'opinion publique, indifférente au sort des anciens miliciens et hostile aux idées fascistes et antisémites (p. 177).

Dans le quatrième chapitre, Bergère analyse la mémoire de l'affaire Bernonville. Les années 1980 marquent en effet «le réveil de la question des criminels de guerre au Canada». Sous la pression de l'avocat ontarien Robert Kaplan et de plusieurs groupes, issus notamment des communautés juives et ukrainiennes, le gouvernement Mulroney instaure en février 1985 la Commission Deschênes pour enquêter sur les criminels de guerre réfugiés au pays. Au Québec, dans un contexte de renouveau de l'histoire politique, illustré notamment par la création du *Bulletin d'histoire politique* (p. 195), la publication des travaux de Yves Lavertu, d'Esther Delisle<sup>3</sup> et d'Éric Amyot<sup>4</sup> ont ouvert «un moment historiographique particulier», permettant des avancées importantes dans l'étude du comportement de la société et de ses élites pendant la Seconde Guerre mondiale – en 1996, le lieutenant-gouverneur du Québec, Jean-Louis Roux, doit démissionner après avoir confessé son attirance pour les idées fascistes durant sa jeunesse –, et dans les débats entourant la nature rétrograde ou progressiste du nationalisme québécois.

Dans le dernier chapitre, fort instructif, mais peut-être superflu dans le cadre d'un ouvrage consacré au Canada, l'auteur revient sur le parcours de Jacques de Bernonville et les activités de «cet ultra de la collaboration d'État» (p. 229), suspecté par ailleurs d'avoir entretenu des liens avec Paul Touvier, chef de la Milice lyonnaise condamné en France pour crimes contre l'humanité en 1994. Démasqué, de Bernonville fuit le Canada en août 1951 pour s'installer au Brésil, où il décède dans des circonstances obscures en 1972.

Basé sur un travail d'archives méticuleux et une riche documentation – plusieurs photographies et le texte d'une pétition regroupant 153 signatures sont notamment reproduits en annexes – ce livre est une précieuse contribution à l'étude du Québec au terme de la Deuxième Guerre mondiale et de ses rapports avec la France<sup>5</sup>.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la collaboration*, Montréal, VLB éditeur, 1994.
2. Marc Bergère, *L'épuration économique en France à la Libération*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, et Marc Bergère et Jean Le Bihan (dir.), *Fonctionnaires dans la tourmente. Épurations administratives et transitions politiques à l'époque contemporaine*, Genève, Georg, 2009.
3. Esther Delisle, *Mythes, mémoire et mensonges. L'intelligentsia du Québec devant la tentation fasciste 1939-1960*, Montréal, Robert Davies, 1998.
4. Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle*, Saint-Laurent, Éditions Fides, 1999. Voir plus récemment Jean-François Nadeau, *Adrien Arcand, Führer canadien*, Montréal, Lux, 2010.
5. Frédéric Smith, «*La France appelle votre secours*». *Québec et la France libre, 1940-1945*, Montréal, VLB éditeur, 2012, et Olivier Courteaux, *Le Canada entre Vichy et la France libre, 1940-1945*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015.